

Edito du journal de décembre 2008

Le marché...

Selon l'industrie laitière

Pour rappel BIG-M et Uniterre ont appelé le 27 mai 2008 à une grève du lait. Cette grève s'est étendue jour après jour pour embraser toute la filière. Suite à un compromis négocié dans la nuit du 2 au 3 juin, cette grève du lait a été suspendue. A partir du 1er juillet, les producteurs auraient dû toucher 6cts supplémentaires. Ce prix devait valoir jusqu'à la fin de l'année pour ensuite être renégocié. Quant au deuxième objectif de la grève, la gestion des quantités, il n'y a pas eu de résultat; ce que les médias ont omis de rapporter. Le succès de cette grève a donc rapidement pu se retourner contre les producteurs.

Pour la première fois dans l'histoire récente de la Suisse, une grève du lait a porté ses fruits. D'autres tentatives avaient failli, car l'envergure n'était que régionale et les quantités manquantes ont pu être remplacées par des livraisons d'autres régions. Cette fois-ci, de telles opérations étaient impossibles. Selon les transformateurs, il fallait s'attendre à ce que le 3 juin, 80% du lait aille à manquer.

Le succès de cette grève a remis en question le mécanisme de fixation de prix valable auparavant. La règle était que la grande distribution annonce ses quantités recherchées et que les transformateurs soumettent leurs offres. Dans un marché excédentaire, tous les transformateurs sous-enchérissent pour remporter ce contrat. Ensuite ces derniers calculent leur coûts et leurs marges et déclarent ce que le producteur peut recevoir: le soi-disant prix du marché. Dans ce calcul, les frais de production n'entrent pas en ligne de compte. C'est exactement ce mécanisme que les producteurs ont voulu remettre en question par la grève. C'était le premier signal d'alerte pour l'industrie laitière.

A peine la grève terminée, les transformateurs ont entamé des discussions avec les grands distributeurs pour reprendre les rênes en main et pour démontrer que l'augmentation du prix allait se retourner contre les producteurs. Les comptes rendus de ces séances n'ont pas été publiés, mais les effets sont apparus très rapidement. Les producteurs ont été approchés par leurs acheteurs pour traire des quantités supplémentaires au-delà de leur contingent. Par ailleurs, ils ont été informés que les quantités coulées dans l'année constitueront leur futur droit de livraison. De toute évidence, tous les producteurs voulaient s'assurer un gros droit de livraison pour l'année prochaine. Première conséquence: le nombre de vaches de réforme abattues est tombé à un niveau historique! Les livraisons ont augmenté.

Les transformateurs ont demandé des quantités supplémentaires à l'OFAG («sous la pression des producteurs») Deuxième conséquence: le nombre de demandes de quantités supplémentaires ainsi que les autorisations accordées ont fait un saut durant l'été 2008. BIG-M et Uniterre ont protesté auprès de l'OFAG, puisqu'il était évident que la production était excédentaire.

A son tour, la grande distribution a commencé à retirer des produits laitiers, notamment fromagers, des étalages et les a remplacés par des produits européens. Ainsi «l'Emmental» suisse M-Budget a été substitué par de «l'Emmental» allemand. Troisième conséquence: l'excédant de lait a encore grossi.

... Au mois de juin l'organisation faîtière des producteurs de lait envoie un questionnaire à tous les producteurs, pour connaître leurs souhaits quant à une future organisation du marché. Le sondage démontre une solidarité au delà de toute espérance. Plus de 80% des producteurs se prononcent en faveur d'une vente de lait au niveau national à travers un pool. C'était le deuxième signal d'alerte pour les transformateurs.

Durant la phase transitoire de sortie du contingentement, les producteurs doivent s'organiser pour mettre leur lait sur le marché à travers des OP (organisation de producteurs) ou des OPU (organisation

avenue du Grammont 9, 1007 Lausanne – Suisse info@uniterre.ch - www.uniterre.ch
de producteurs-utilisateurs). L'OP Nordostmilch est une organisation de producteurs qui regroupe 4'500 producteurs (600 millions de litres, environ 20% du lait suisse). L'OP Nordostmilch est alors un modèle pour de nombreux producteurs quant à la vente future du lait. Les trois présidents de BIG-M livrent à Nordostmilch. M. Häcki, co-président de BIG-M, est membre du conseil d'administration. L'industrie soupçonne que Nordostmilch soutient les grévistes, alors que cette OP s'était plusieurs fois distancée de la grève. Suite à la grève, Nordostmilch, comme vendeur indépendant, est la première organisation à s'engager à payer la totalité des 6cts d'augmentation, alors que d'autres organisations n'ont payé que 5 ou 5,5cts. Mais elle a rapidement rencontré des problèmes pour vendre ses quantités. Des plus en plus de transformateurs ont renoncé subitement à leurs commandes. Il s'est avéré que certains transformateurs préféraient acheter des quantités supplémentaires meilleur marché pour leur production. C'était contrevenir au règlement mis en place par la Confédération selon lequel les quantités supplémentaires ne peuvent être utilisées que pour des nouveaux marchés. Mais l'Office fédéral a fermé les yeux. Le 14 août les membres de Nordostmilch ont été informés que certains transformateurs remplaçaient le lait normal par des quantités supplémentaires meilleur marché. La direction d'Emmi n'a pas apprécié cette transparence. Emmi a résilié tous les contrats de livraison à hauteur de 100 millions de litres. Dont des contrats avec une durée de trois ans. Les détails de la discussion ne sont pas publics. Mais il est à noter que la direction de Nordostmilch est la première à se distancer tant du pool national, immédiatement après la publication des résultats de la consultation, que de l'organisation BIG-M. Apparemment l'achat d'actions d'Emmi à hauteur d'un demi million, n'était pas un gage d'allégeance suffisant. La vache «Faironika», symbole pour un prix du lait équitable, disparaît de son emplacement devant les bureaux de Nordostmilch, sous prétexte que la peinture de la clôture doit être renouvelée. Et déjà les premières voix s'élèvent pour condamner les grévistes... L'industrie jubile quand Nordostmilch a dû annoncer le 5 novembre qu'elle devait baisser le prix du lait rétroactivement au 1er octobre de 6cts. Le résultat des négociations de la grève du lait a ainsi été annulé et c'est une organisation de producteurs qui doit l'annoncer. Ce type de chantage tend à devenir monnaie courante de la part de nos «partenaires».

Le réveil est dur pour les producteurs et l'industrie profite de ce moment de désorientation pour présenter son nouveau modèle pour la vente de lait à travers l'ALS. La direction se compose de 5 représentants des producteurs et de 5 de l'industrie. Elle a été nommée lors de l'assemblée de fondation de l'ALS, le 7 novembre. Le président, M. Briw, est l'acheteur d'ELSA, entreprise de transformation de la Migros. Si l'on examine les noms des 5 représentants des producteurs, on se rend compte qu'un seul doit vivre de la paie laitière. Les quatre autres représentent des organisations de vente de lait, contractuellement liées à l'utilisateur. Les producteurs sont de facto exclus des négociations sur le prix du lait. L'ALS se comporte comme le nouveau bailli du lait.

Face à l'intimidation de la part de l'industrie, qui n'est en dernier lieu qu'un aveu de faiblesse, il faut se regrouper, il faut faire signer des contrats d'adhésion à EMB et se préparer pour une nouvelle étape de négociation dans laquelle il n'est pas impensable que l'outil de l'arrêt de livraison doive de nouveau être utilisé. Les collègues européens subissent le même diktat de l'industrie. La réponse des producteurs doit se faire par une action internationale concertée, encore plus puissante que celle du printemps passé. La revendication d'un prix minimal couvrant les coûts de production devra être intimement liée à la mise en place d'une gestion des quantités selon la situation du marché. Une telle gestion nécessite l'existence d'une FPSL forte et unie derrière ces deux exigences incontournables. Celle-ci devra être débarrassée à son tour des représentants qui n'arrivent pas à se ranger inconditionnellement derrière ces revendications simples et essentielles.